

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO8

ROLAND JACQUIN DE MARGERIE

(6 mai 1899 - 13 juillet 1990)

Ambassadeur de France

Entretien n° 3 du 4 novembre 1983

Par

Maurice Vaisse et Cécile Pozzo Di Borgo

R. de Margerie :¹ qui avait montré de l'affection comme Harold Nicolson², comme Lord Ivor Churchill, les Dawson, les Dashwood, etc., au cours de la dernière visite que je lui fis Ève Curie me déclara que je partais contre mon gré intime en vertu de je ne sais quel instinct qui me poussait à me méfier de mes préférences et à ne pas leur obéir. La remarque contenait une part de vérité. Les facilités que m'offrait l'Angleterre m'étaient une raison de ne pas y rester mais surtout je voyais les rapports franco-anglais, j'entends ceux de la France continentale et de son gouvernement avec les Français libres se tendirent de jour en jour et les incidents se multipliaient. Ainsi par exemple une conversation avec Oliver Harvey au ministère de la Propagande dont il dirigeait la section française me confirma dans mes inquiétudes, il me montra en me demandant ce que j'en pensais divers tracts composés pour être distribués du haut des airs à la population française et je les lus avec effroi. C'était autant d'appels au meurtre, l'un d'eux en particulier invitait les habitants en assassinant les soldats isolés au coin des bois et des rues, en détruisant leurs véhicules et leur matériel, en sabotant les voies ferrées. On me dit que ce texte sanguinaire avait été rédigé bien à l'abri par ce classiciste impénitent, le grand romancier Wells. Horrifié, je disais à Oliver : « *Vous vous rendez compte des représailles effroyables qui s'abattraient sur la population française si quelques responsables s'avisaient, contre toutes les lois de la guerre, de suivre de tels conseils* ». « *Je suis tout à fait de votre avis* » me répondit-il et Ève Curie à qui j'avais montré ces projets de tracts m'a répondu exactement la même chose. Je me rendis encore une fois au Foreign Office et finalement j'allais voir le général de Gaulle.

M. Vaïsse : M. l'ambassadeur, est-ce que vous permettez une simple question chronologique, à quel moment est-ce que cela se passe ?

R. de Margerie : Attendez, j'allais voir le général de Gaulle, ça se passe dans la deuxième quinzaine de juillet 1940.

M. Vaïsse : Vous êtes arrivé à Londres à quel moment ?

R. de Margerie : Je suis arrivé à Londres, je vous le dirai plus tard avec les papiers que détient actuellement Benariba. Je suis arrivé à Londres, je pense, vers le 28 juin,

¹ Début de phrase inaudible

² Harold Nicolson (21 novembre 1886 – 1er mai 1968) est un diplomate, homme politique, biographe et écrivain britannique.

quelque chose comme ça. Et alors j'ai passé tout le mois de juillet à réfléchir à ce que j'allais faire du côté du général de Gaulle.

Finalement, j'ai été le voir. Nous nous étions singulièrement rapprochés malgré l'écart qui séparait sa puissante personnalité de la mienne. J'avais senti entre nous un courant de sympathie qui s'était affirmé à Paris, à Tours et à Bordeaux pendant ces affreuses semaines qui précédaient l'armistice, et je partageais trop ses convictions et ses espérances, même sans rester avec lui, ce qu'il ne m'avait d'ailleurs pas proposé ni directement, ni indirectement, pour ne pas prendre congé de lui avant de m'éloigner pour des années peut-être. Le Général m'a reçu à Carlton House Gardens où tout portait la marque d'une hâtive installation de fortune. Je le trouvais absolument pareil à lui-même, imperturbable, résolu, courtois comme il n'avait jamais cessé de l'être aux pires journées de la crise, il se montra très amical. « *Alors* » me dit-il « *Vous partez pour la Chine, expliquez-moi en quoi consistera votre mission là-bas ?* » J'entrepris de lui faire un tableau fort sommaire à vrai dire car j'étais encore mal instruit des intérêts français dans le plus grand port chinois. Il m'écoutait comme à sa coutume avec la plus grande attention quand on frappa à la porte et le général Béthouart entra. Celui-ci commandait la division de chasseurs qui venait de s'emparer de Narvik et il venait persuader ses chasseurs de rentrer avec lui en France. Le général de Gaulle qui était son camarade de promotion à Saint-Cyr, dans le même avion, cherchait à les persuader du contraire.

Comme la question était de la plus grande importance pour le commandant de la France libre qui n'était encore qu'une entreprise militaire et dont les effectifs essentiellement composés de volontaires isolés restaient minces. Sauf erreur de ma part, le général de Gaulle et le général Béthouart appartenaient à la même promotion et se tutoyaient, aux paroles qu'ils échangèrent, je compris qu'ils allaient partir dans le même avion pour les cantonnements de la division de Narvik, le premier pour la persuader de continuer la lutte avec lui, le second pour la convaincre de regagner le territoire national. Cette contradiction ne semblait d'ailleurs affecter en rien les excellentes relations entre les deux généraux. L'arrivée du général mit un terme à ma conversation avec le Général dont je pris congé pour ne le revoir que dix-huit ans après. Mais notre brève rencontre de juillet si peu substantielle et si peu significative en soi, devait se révéler de la plus grande importance pour moi en 1947 devant la Commission d'épuration du Quai d'Orsay dont certains membres étaient fort mal disposés à mon égard. Entre autres reproches, l'on me fit grief de ne pas avoir cherché à voir le général de Gaulle avant de

quitter Londres et n'avoir pas voulu rester avec lui. Je pus répondre victorieusement et raconter cette rencontre due au hasard avec le général Béthouart qui lui aussi n'était point demeuré en Angleterre et qui, au moment où j'avais à me défendre, était général d'armée, commandant en chef et haut-commissaire en Autriche, ce qui embarrassa fort mes adversaires.

Le 26 juillet (voilà une date précise) en rentrant chez moi, j'ai trouvé un message urgent du secrétariat du Premier ministre aux termes desquels celui-ci désirait me voir et m'attendait à 22h30 au n° 10 de Downing Street je m'y rendis. J'attendis assez longuement puis on me fit entrer chez lui. « *Quand partez-vous pour la Chine ?* » me dit-il. « *Dans cinq jours* » lui répondis-je.

« *Eh bien je ne suis pas sûr que vous partiez* » se promenant de long en large comme de coutume et comme il l'avait fait devant le général de Gaulle et moi lors de notre visite du 9 juin précédent, le Premier ministre m'exposa un projet conçu par lui. « *Indépendamment* » précisa-t-il « *de la participation personnelle que vous pourriez y prendre. À mes yeux et d'après mes informations* » disait Churchill « *la situation en France et en Afrique du Nord empire de jour en jour. Le gouvernement français est de plus en plus maltraité par les Allemands et il en a pleinement conscience. Je crois savoir qu'il regarnit le front des Alpes et qu'il fait procéder à des travaux de fortifications à Marseille. En Afrique du Nord, les autorités attendent d'un moment à l'autre l'arrivée des commissions de contrôle allemandes chargées de désarmer vos unités, et vos aviateurs ont à terre leurs mitrailleuses et leurs munitions pour échapper aux mesures prévues. Le moral de la troupe et de la population est mauvais, les indigènes commencent à s'agiter. De leur côté, les Espagnols cherchent à profiter de la situation, ils multiplient les démarches auprès de nous pour nous demander s'ils ne feraient pas bien dans l'intérêt du maintien de l'ordre à s'occuper des côtes occidentales du Maroc qu'ils n'auraient jamais su conquérir dans le passé. D'autre part, il devient de plus en plus évident que les projets hitlériens d'invasion de l'Angleterre sont insuffisants et ne leur permettent pas d'agir. C'est sur vous que je compte* », continue Churchill « *pour m'entendre avec M. Pierre Laval sur la reprise des hostilités entre la France et l'Allemagne et c'est sur vous que je compte pour aller à Vichy lui remettre un mémoire de ma part.* »

Ce n'est pas sans stupeur que j'écoutais ces propos notés le soir même. Faute de renseignements, je ne pouvais pas apprécier l'exactitude et la portée des faits allégués par Winston Churchill mais ce que je savais avec certitude c'est que d'un côté il se trompait du tout au tout sur l'accueil que ferait M. Pierre Laval à une telle démarche et de l'autre que j'étais la dernière personne à qui il fallait songer pour s'acquitter d'un pareil message, je le dis nettement au Premier ministre : *« Vous vous méprenez complètement »* lui dis-je *« Si vous pensez que M. Pierre Laval porte sur la situation le même jugement que vous... Non seulement le caractère croissant des exigences allemandes n'est pas fait pour le décourager étant donné le parti qu'il a pris mais bien plus, croyez-moi si je vous le dis, vous n'avez pas de pire adversaire et il souhaite passionnément la défaite de votre pays ne serait-ce que pour justifier son attitude et sa politique »*. *« Je ferais des affaires avec le diable en personne »* m'interrompit avec vivacité M. Winston Churchill *« si je pensais qu'il pût être utile à abattre Hitler »*.

« Encore faudrait-il » répliquais-je *« que le diable écoutât ce que vous avez voulu lui faire entendre. Or en pensant à moi vous vous adressez à l'homme le moins qualifié non seulement pour être écouté mais même pour arriver jusqu'à M. Pierre Laval. Pendant toute la durée de ma mission auprès de M. Paul Reynaud, je n'ai cessé de prôner l'entente avec vous, de proclamer inutile et dangereuse toute concession à Mussolini, de recommander le départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord, toutes attitudes directement contraires aux vues de M. Laval. Quand j'ai quitté Bordeaux je venais d'être prévenu que je risquais l'arrestation en y restant ou en n'acceptant pas le poste lointain que l'on m'attribuait. Je n'ai aucune chance d'être reçu par le Vice-président du Conseil, même si j'y parvenais tout ce que je lui dirais serait suspect à ses yeux comme venant de moi. En fait, selon toute vraisemblance, je serais arrêté dès que je mettrais le pied en France. Si vous entendez vraiment faire tenir à M. Pierre Laval un message comme celui dont vous venez de parler, il faut trouver quelqu'un d'autre pour le lui remettre dont la personnalité soit efficace en l'occurrence »*.

Le Premier ministre ne se déclara pas convaincu par ma réponse. Il se faisait tard – *« Laissez passer la nuit »* me dit-il *« Réfléchissez et revenez me voir demain. Nous déciderons alors »* et à la sortie je rencontrais son ami et le mien, Lord Ismay, et secrétaire du Cabinet de guerre en Angleterre et je lui racontais la conversation. Il s'abstint de tout commentaire, sans doute avait-il comme moi une vue peu réaliste du projet de son chef. En ce qui me concernait, c'était tout réfléchi, j'étais résolu à dire à M.

Winston Churchill que je ne pouvais me charger de la mission envisagée. Peut-être y avait-il quelque chose à faire pour l'aider ? Je passais donc la matinée à rédiger en anglais une courte note dont voici la traduction :

1) Une communication comme celle qui est projetée aurait plus d'effet dans quelques semaines quand il sera clair. Ou bien Hitler a échoué dans ses efforts pour envahir l'Angleterre, ou bien qu'il n'ait même pas été en mesure de s'y essayer.

2) Il serait souhaitable qu'un tel message soit remis non pas par une personnalité française que l'on empêcherait ensuite de quitter le pays mais par un neutre, espagnol ou suisse ou mieux encore par un correspondant de presse américain.

Le message serait utilement adressé à l'une des personnalités suivantes : M. Jeanneney³, M. Reynaud, M.⁴, M. Pernaut, M. Herriot, M. Louis Marais, M. François-Poncet, tous anciens ministres de grande réputation.

Parmi les généraux, je mentionnais le général de Tassigny auprès de qui l'on pouvait se recommander de Lord Tyrrell. Si le gouvernement de Sa Majesté souhaitait informer directement M. Pierre Laval, ceci pourrait se faire par l'intermédiaire de M. Jacques Bardoux, sénateur qui est l'ami intime de Sir John Simon.

Le Premier ministre me reçut à 5h et demie de l'après-midi et je lui remis ce bref mémorandum. C'est à peine s'il le regarda, sa tête était ailleurs, mille choses étaient survenues depuis la veille et son projet lui était devenu complètement indifférent. Il en concevait dix par jour dont neuf ne résistaient pas à l'examen mais dont le dixième offrait toujours quelques possibilités ou quelque chose à retenir. L'imagination, l'esprit d'invention, ces qualités si rares chez les hommes politiques et les diplomates constituaient deux de ses principales vertus. En principe, en état d'alerte perpétuel, le projet qu'il m'exposait la veille ne pouvait aboutir et il lui avait suffi de le détailler pour en reconnaître le caractère irréal.

Après quelques instants de conversation, je me levais pour me retirer, M. Churchill me serra affectueusement la main et me souhaita bonne chance dans le nouveau poste qui m'attendait. « *Je suis persuadé* » me dit-il en me reconduisant « *que les choses s'arrangeront parfaitement pour vous dans la France de demain quand elle aura été*

³ Jules Jeanneney, avocat et parlementaire, a été président du Sénat de 1932 à 1942 et ministre d'État dans le gouvernement de Gaulle après la Libération (1944-1945).

⁴ Mot inaudible

libérée et quand elle retrouvera la place qui est la sienne ». Je franchis le seuil de Downing Street, douze ans allaient s'écouler avant que je ne revoie le Premier ministre. C'était un épisode assez curieux parce qu'on se demande ce qu'il avait dans la tête quand il a proposé cela et essayé de me faire faire cette démarche. Je me le demande toujours.

M. Vaïsse : Laval était considéré comme le plus anti-britannique des hommes politiques français ?

R. de Margerie : Il était vice-président du Conseil.

M. Vaïsse : Est-ce qu'il était considéré par Winston Churchill comme l'homme fort parce qu'il n'avait même pas la haute main sur les Affaires étrangères ?

R. de Margerie : Non, il n'avait pas la haute main sur les Affaires étrangères mais il s'appêtait à la prendre. Churchill lui attachait une importance particulière à cause de ça et puis il était à la recherche d'un moyen quelconque de vaincre les Allemands quel qu'il fût.

M. Vaïsse : Si je vous posais la question de la chronologie tout à l'heure, c'est parce que nous sommes en plein désaccord franco-britannique, en pleine rupture franco-britannique. Mers-el-Kébir a eu lieu trois semaines plus tôt, la France et la Grande-Bretagne sont plus éloignées qu'elles ne l'ont été depuis des décennies et, par conséquent, quelle est votre situation à vous personnellement en Grande-Bretagne vis-à-vis de cette rupture franco-britannique parce qu'il y a eu Mers-el-Kébir ? Comment un diplomate français, qui avait été mêlé de si près aux responsabilités, pouvait se sentir concerné par cette situation de désaccord franco-britannique ?

R. de Margerie : Ma situation personnelle était une situation très délicate parce que tous mes amis anglais me restaient fidèles, m'offraient de l'argent, faisaient tout pour me garder et, en même temps, moi-même je me sentais obscurément un devoir de m'en aller et, de plus, les gens qui entouraient le général de Gaulle à ce moment-là ne me plaisaient guère, des gens comme l'amiral Muselier, que j'avais connu jadis à Berlin, m'assurait guère confiance, des gens comme⁵... d'autres qui étaient avec lui, ça ne me disait rien. Cet entourage me déplaisait et si j'avais fait quelque chose, je serais resté avec les Anglais pour travailler avec les Anglais. Or, le Général désapprouvait

⁵ Phrase inachevée

fondcièrement cette attitude. C'est une attitude qui lui était tout à fait étrangère et à laquelle il n'avait rien à redire.

M. Vaïsse : Est-ce que vous aviez des contacts, je suppose que si mais de quelle manière, avec les diplomates français soit de l'ambassade, soit des missions restées à Londres. Je crois exactement à ce moment-là qu'il y a le départ des diplomates français ?

R. de Margerie : J'étais en contact avec eux tous bien entendu, d'autant plus que je les connaissais intimement pour avoir travaillé avec eux pendant des années. Je crois me rappeler que j'ai fait ce que j'ai pu pour les dissuader de rester avec le général de Gaulle et, en effet, presque tous, à une ou deux exceptions près de diplomates venus de France comme Herre, par exemple, comme d'autres encore, je crois que j'avais quelque influence sur eux et que mon exemple a été pour quelque chose dans la résolution qu'ils ont prise de rentrer en France.

M. Vaïsse : Et les diplomates de l'ambassade de France à Londres également ?

R. de Margerie : Oui, également.

M. Vaïsse : Parce qu'il y a eu ce fameux départ en groupe et même celui auquel on devait laisser traiter les affaires en suspens, Paul Morand a décidé de partir. Est-ce que **vous pouvez nous éclairer un peu sur ce point ?**

R. de Margerie : Ce que je peux vous dire, c'est que quand je suis arrivé à Londres, j'ai été accueilli par Morand dans un corridor de l'ambassade par la phrase suivante : « *Quand partez-vous pour la Chine ?* » Je lui dis : « *Attendons, vous êtes bien pressé.* » Lui et sa femme menait une propagande effrénée en faveur de l'armistice pour rester. Mais il s'est trouvé que quelques jours avant le départ de l'ambassade, on me dit : « *Les Morand ont jugé bon de regagner la France* ». Pourquoi ont-ils changé d'avis, je n'en sais rien. Mais la vérité c'est que je crois que Morand qui était assez peureux, avait une certaine crainte des bombardements allemands sur Londres et que sa femme le poussait dans la même voie. Et il est parti avec l'ambassade toute entière que dirigeait à ce moment-là Castellane car M. Corbin avait donné sa démission au lendemain même de l'armistice ; Roger Cambon qui lui avait succédé avait donné sa démission immédiatement après Mers-el-Kébir ; est resté à Londres lui mais à l'écart du Général et en ne s'occupant pas de ses affaires. L'Ambassade était dirigée par Castellane que j'ai vu à ce moment-là, bien entendu que je n'ai pas revu depuis la guerre puisqu'il est mort le

jour-même de mon arrivée à San Francisco (c'était un ami intime à moi) et nous nous étions suivis dans nos postes l'un l'autre toujours. Il m'a écrit un dernier mot quelques jours avant sa mort que j'ai reçu après sa mort et dans lequel il me disait que le Général venait enfin de démissionner de la Présidence du Conseil qu'il occupait à ce moment-là.

M. Vaïsse : Et vous avez eu contact avec M. de Charbonnière à ce moment-là ?

R. de Margerie : Oui, je ne me rappelle rien de particulier à cela. M. de Rose qui depuis a été notre représentant au Pacte Atlantique, hésitait aussi sur ce qu'il ferait. Tout le monde était hésitant et tout le monde finalement a pris la décision de partir.

M. Vaïsse : Une période extrêmement tendue au fond.

R. de Margerie : Une période extrêmement tendue où les relations avec les Anglais étaient assez difficiles. Je me rappelle qu'immédiatement après Mers-el-Kébir, j'ai rencontré l'amiral Odend'hal⁶, c'est tout juste s'il ne m'a pas insulté en me disant : « *Vos amis les Anglais, ils en font de belles, etc.* » et il est rentré avec l'ensemble de la mission. Mais ça nous y reviendrons plus tard parce que j'ai des choses à vous dire là-dessus. Avez-vous des questions à me poser encore ?

M. Vaïsse : Non, c'est ce que j'avais noté comme questions, vous y avez répondu même énormément, merci beaucoup.

R. de Margerie : Bien, alors maintenant nous allons donc passer⁷... parce que j'ai retrouvé à New York Leger et les autres. Sur le bateau, nous nous sommes embarqués le 2 août et nous avons mis très longtemps à gagner New York, nous avons mis dix jours parce que nous avons fait un énorme crochet vers le nord, vers l'Islande, pour éviter les sous-marins allemands.

On est arrivé à New York et là, à bord il n'y avait que deux personnalités intéressantes : Kerensky et le professeur Jäckh qui dirigeait l'Institut de Politique Étrangère de Berlin et était, à ce moment-là, un personnage assez important en Allemagne, et qui quittait l'Allemagne.

À New York j'ai trouvé d'Aumale qui était un peu mon cousin et que j'avais fait nommer là-bas quinze jours plus tôt. Je l'avais fait nommer par Paul Reynaud qui

⁶ Jean-Ernest Odend'hal (Brest, 14 décembre 1884 - Bohars, 19 mars 1957) est un officier de marine français.

⁷ Coupure d'enregistrement

m'avait répondu quand je lui avais proposé un mouvement diplomatique, il m'avait dit : « À quoi bon tout ça, ça ne sert à rien ». Je lui dis : « Mais pardon ça sert à préparer l'avenir. Il faut donc procéder aux changements nécessaires ».

M. Vaïsse : C'est Christian d'Aumale ?

R. de Margerie : Christian d'Aumale qui, depuis, a été ambassadeur auprès de l'OCDE⁸ et qui vient de prendre sa retraite il y a quelques jours, après avoir été mon conseiller à Bonn pendant quelque temps. Il venait d'arriver à New York et il n'avait pas encore pris connaissance, les enfants passionnés de peinture, etc. Je passe, je saute, je trouve là-bas une série d'amis français et anglais comme André Maurois, Marguerite Yourcenar, mon camarade de collège Willy-Georges Picot, d'anciens collègues américains de Berlin comme Break devenu partenaire de mon filigrane, un cousin Louis Estrangin de Marseille qui représentait, je ne sais plus lequel de nos journaux, les d'Aumale et les Charles-Roux se multiplièrent. En plus, j'avais un cousin germain qui était premier secrétaire de l'ambassade du Canada.

Après avoir ainsi logé les miens dans l'Hôtel Shoreham, je me rendis voir le comte de Saint-Quentin. Il était notre ambassadeur à Washington depuis plusieurs années, après avoir été fictivement ambassadeur à Rome (il n'avait pas rejoint Rome) mais il avait été avec mon père à Berlin pendant de longues années et j'avais travaillé beaucoup avec lui. Tout ce que je sais de mon métier je le lui dois. J'ai rarement rencontré un gentilhomme aussi complet que M. de Saint-Quentin dont sa lignée remonte...il tenait à la famille royale et j'ouvre une parenthèse. Le sort ne traita pas bien M. de Saint-Quentin pendant cette période de sa vie. Vichy l'envoya à Rio de Janeiro où il était remplacé à ce moment-là, à Washington par Henry-Haye⁹ qui est mort ces jours-ci.

En ce 19 août 1940 (une date à retenir), l'ambassadeur et moi nous eûmes une fort longue conversation qui se prolongea jusqu'au dîner. Je lui racontais le déroulement des événements et de son côté il m'apprit qu'il avait été chargé de demander au Président des États-Unis son agrément à la nomination de M. Paul Reynaud à l'ambassade de

⁸ L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) issue du plan Marshall et de la Conférence des Seize (Conférence de coopération économique européenne) qui a existé de 1948 à 1960. Son but était l'établissement d'une organisation permanente chargée en premier lieu d'assurer la mise en œuvre du programme de relèvement commun (le plan Marshall), et, en particulier, d'en superviser la répartition.

⁹ Henry Gaston Auguste Haye, dit Gaston Henry-Haye, né le 6 février 1890 à Wissous et mort à Paris le 16 octobre 1983, est un négociant et homme politique français.

Washington, démarche que M. Cordell Hull¹⁰ accueillit avec stupeur : « *Comment* » dit-il à son visiteur, « *vous venez m'annoncer que le gouvernement qui vient de renverser M. Paul Reynaud parce qu'il voulait le contraire de sa politique entend maintenant se faire représenter par lui à Washington et que M. Paul Reynaud se prête à ce jeu. J'avoue que je ne comprends pas* ». Il y avait de quoi. Saint-Quentin expliqua ces manœuvres comme il put et la nomination fut annulée très rapidement.

Avant de repartir je fis encore une fois visite à Saint-Quentin sans lui cacher que je me rendais en Chine avec le plus médiocre enthousiasme et que je m'accommoderais fort bien des circonstances qui m'empêcheraient d'y aller. J'eus aussi une conversation avec l'ambassadeur d'Angleterre, le Marquis de Lothian, plus connu sous le nom de Philippe Kerr. Il me posa mille questions auxquelles je répondis d'autant plus volontiers en insistant sur le danger allemand qu'il avait été partisan jadis avec ses amis du Times de la politique d'apaisement à tout prix et là-dessus nous partîmes pour San Francisco avec de nombreux détours destinés à voir l'Amérique.

C. Pozzo Di Borgo : Vous n'avez pas rencontré Alexis Leger ?

R. de Margerie : Si, je l'ai rencontré, j'ai vu M. Leger à ce moment-là, j'ai dîné avec lui et un grand journaliste américain qui s'appelle Hamilton Fish Armstrong. J'ai raconté beaucoup de ce que je vous raconte actuellement à Hamilton Fish et le compte-rendu que celui-ci a publié dans la revue Foreign Affairs du mois de septembre suivant est largement inspiré des propos que je lui ai tenus.

Arrivés à San Francisco nous avons trouvé un télégramme qui nous évitait de partir tout de suite, un télégramme de Saint-Quentin qui me disait qu'il fallait que je prisse le premier bateau américain et non pas japonais que j'avais l'intention de prendre jusqu'alors. J'ai pris le bateau américain et, grâce à cela, nous avons passé un mois en Californie dans un endroit qui s'appelle Carmel où j'ai rédigé toutes ces notes. Elles étaient donc toutes fraîches dans ma mémoire outre que j'avais beaucoup de documents avec moi que j'ai encore, c'est grâce à ça que j'ai pu rédiger tout ça.

Or un beau jour est arrivé où la guerre a éclaté dans le Pacifique et on a été prisonnier. Deux ans après il a fallu rendre la concession française de Shanghai. Puis notre

¹⁰ Cordell Hull, né le 2 octobre 1871 dans le comté d'Overton (Tennessee) et mort le 23 juillet 1955 à Washington D.C., est un homme politique et diplomate américain, membre du Parti démocrate.

ambassadeur à Tokyo, M. Charles Arsène-Henry, est mort subitement et il a fallu le remplacer. Pour le remplacer on a trouvé que M. Cosme qui était ambassadeur à Pékin et moi pour remplacer M. Cosme parce que j'étais le plus ancien agent en Extrême-Orient. Je suis donc monté à Pékin où j'ai accueilli les forces américaines quand elles sont arrivées. C'était même assez drôle parce que les Marines américains sont généralement des hommes costauds et extrêmement grands. Alors dans le camion qui amenait le premier officier américain qui arriva à Pékin et qui était un officier de Marines, les petits Japonais étaient si petits à côté de lui qu'ils l'ont chatouillé avec leurs baïonnettes et qu'il a dû se soigner gravement à cause de ça.

Je suis rentré en France à ce moment-là en retraversant l'Amérique. Le 5 avril 1946, je suis parti en avion de Pékin et le 23 mars (sic, confusion de dates) nous sommes arrivés en Californie où nous avons trouvé les Darius Milhaud qui nous ont fait grand accueil à l'université où ils professaient. Voilà des extraits de la lettre de Castellane :

« Tu ne saurais imaginer à distance l'état moral de notre pauvre pays. Le Maréchal accueilli d'abord comme un sauveur, Dieu sait pourquoi, auréolé de sa vieille gloire pour trahison de Laval offensant les sentiments patriotiques des Jacobins, inséparables à ce moment-là, de la jeunesse, les persécutés israélites, francs-maçons, syndicalistes fuyant se mettre à l'abri du képi du général de Gaulle préoccupé ou non de chasser l'Allemand, il laissait ce soin aux alliés et opposait à cette sorte de révolution nationale une contre-révolution d'inspiration marxiste, la conjuration du CNR constituant pour les communistes, nationalisation pour les socialistes, vote des femmes correcteur pour les démocrates-chrétiens, les passions déchaînées, l'injustice érigée en raison d'état, l'équivoque et le mensonge et à la base de l'action publique, tout ce qu'il y avait de bon et de spontané dans la Résistance, polluée par les appétits des profiteurs, beaucoup de fusillades, que d'ombres sanglantes encore pour tenter de donner son relief à cet affreux tableau. Du Maréchal de marbre au Général de bois, il faut que les peuples meurent pour qu'après la défaite, l'Occupation, la gestapo et la libération, pas celle de Montgomery et d'Eisenhower, celle du Grand Charles, la France ne soit pas morte. Le récent départ du héros, inattendu, incohérent, insensé a le mérite de dissiper les brouillards qui masquaient cette crise morale et économique dans laquelle nous nous débattons ».

J'étais donc prévenu sur ce que je trouverais en arrivant en France.

M. Vaïsse : M. l'ambassadeur, cette lettre date donc probablement de février 1946 ?

R. de Margerie : Elle doit être même d'avril.

M. Vaïsse : Par conséquent, quand vous évoquiez tout à l'heure la mort de M. de Castellane, que vous l'aviez appris à San Francisco, c'était lors de votre retour ?

R. de Margerie : Le retour, et j'ai appris sa mort par un télégramme de l'un de mes fils qui était rentré par avion, par le sud et j'ai reçu cette lettre quelques jours après seulement, après sa mort. Oui, sa lettre doit être du mois d'avril, non le 2 février.

En Amérique j'ai vu un tas de gens parce que... J'ai vu Léon Blum qui en souvenir de mon oncle Edmond Rostand avec lequel il était fort lié, me réserva l'accueil le plus amical. Le dernier contact datait d'avant la guerre à Londres où je l'accompagnais un jour pour lui servir d'interprète à la visite qu'il faisait à Ramsay Mac Donald. Nous nous étions retrouvés chez Lord Ivor Spencer-Churchill avec Delaware. Le général Pechkoff se trouvait aussi à New York avant de prendre un congé en France. Nous pûmes ainsi parler de vive voix des intérêts français en Chine qu'il allait quitter bientôt pour le Japon.

Où il se logeait ? Il occupait un petit appartement depuis plusieurs années qu'il avait loué. Il était installé là et son premier mot a été celui-ci : « *Comment, vous rentrez en France dans ce pays où il n'y a pas de liberté.* » Après quoi il ne fit que ressasser les événements de 1940, les circonstances de sa disgrâce, les griefs qu'il nourrissait contre Paul Reynaud. À l'entendre on aurait pu croire, et je sais que ce n'était pas le cas, que la vie s'était arrêtée pour lui le jour où un ministre avait osé le congédier et qu'il ne s'était rien passé depuis lors. Je lui ai demandé quels étaient ses projets, il me répondit qu'il avait toujours un pied en avion pour aller voir sa mère qui tenait une grande place dans sa vie. En fait, il n'y mit jamais l'autre pied et sa mère mourut sans qu'il l'eût revue. J'ai eu l'impression très nette qu'il attendait réparation et, cela sous une forme la plus précise et qu'il refuserait toute autre mission, tout autre poste que son rétablissement pur et simple dans les fonctions de Secrétaire général qu'il avait dû quitter plus tôt, en un mot « *He wanted to put the clock back* ».

De ce fait, on me dit plus tard à Paris que Léon Blum lors de son passage au gouvernement lui avait offert d'être délégué au Conseil de Sécurité et représentant aux Nations-Unies ce qui lui permit de continuer à vivre en Amérique auprès des amis auxquels il tenait, auxquels il avait refusé sa... Hélène Hoppenot me raconta trente ans plus tard qu'il lui avait tenu à peu près les mêmes propos qu'à moi en 1946.

Je ne voudrais pas sur la foi de cette conversation porter un jugement injuste sur un homme exceptionnel qui m'a toujours témoigné la plus grande bienveillance et en qui l'on veut voir un génie authentique mais, sûr. Ce jour-là, il me parut sclérosé, prisonnier de lui-même et de son passé, insuffisamment oublieux des difficultés personnelles que des événements des nôtres importants faisaient paraître négligeables en 1946. Je retrouvais en lui cette pente à l'artifice qui m'avait déjà frappé en 1940 quand j'eus l'occasion de travailler auprès de lui et je me demandais s'il ne s'était pas composé un personnage d'exilé volontaire « façon Victor Hugo », si je peux m'exprimer ainsi tant il aurait eu plus de peine à se défendre qu'à y persévérer. Je le revis deux ou trois jours plus tard à un déjeuner que donnait Mrs Bliss dans sa merveilleuse propriété de Dunbar Oak qui appartient aujourd'hui à la Nation américaine. Mon impression ne changea pas. Ce fut ma dernière rencontre avec cet homme singulier. Il devait quelques années plus tard recevoir le prix Nobel grâce à ¹¹ amis, parents et Hoppenot, épouser une amie américaine et mourir en 1975.

Grâce à l'appui de l'ambassade, je parvins à trouver une place sur un bateau.

M. Vaïsse : Pardon M. l'ambassadeur, mais à propos d'Alexis Leger, est-ce que vous étiez informé des projets politiques qu'il avait formés au moment de la libération de la France, la fameuse idée qu'il avait soufflée, suggérée aux Américains, le rétablissement de la loi de Tréveneuc ?

R. de Margerie : Je n'ai rien su de tout ça. Mais il a...¹²

M. Vaïsse : Alexis Leger aurait, pour empêcher le général de Gaulle de prendre effectivement le pouvoir en France et de ménager une transition démocratique selon le vœu des Américains, aurait suggéré aux Américains de remettre en vigueur la loi Tréveneuc qui remontait au début de la III^e République et consistait à donner le pouvoir aux conseils généraux. Au fond lui Leger avec quelques autres comparses, aurait servi de chef transitoire, chef éphémère de la France

R. de Margerie : Je ne savais pas tout ça et cela confirme ce que j'ai su depuis sur l'attitude de Leger qui pendant toute la guerre a inspiré à Roosevelt les décisions qui n'étaient pas conformes aux vœux du Général. C'est curieux ce que vous racontez là.

¹¹ Mot inaudible

¹² Phrase inachevée

Je passe à Londres, j'y revois une série d'amis, je survole la côte de Picardie et bientôt après ce fut le Bourget où j'avais atterri pour la dernière fois le 7 juin 1940 avec le général de Gaulle qui venait d'effectuer son premier voyage en Angleterre. Dois-je avouer que, contrairement à mon attente, je ne ressentis aucun trouble particulier. J'avais tant rêvé à l'instant où je reprendrais pied sur le sol de mon pays que ce moment venu je n'éprouvais plus d'émotion exceptionnelle, tout me semblait naturel, je n'étais rien d'autre qu'un Français parmi d'autres qui rentrait chez lui et s'occupait de ses bagages. Un hasard bienveillant fit s'approcher un taxi (ils étaient rares à Paris et à Londres).

Je revis M. Corbin, Vladimir d'Ormesson, René de Saint-Quentin, André de la Goulette... Puis ici, un passage sur François de Brantes. Le jour même de l'armistice on a appris sa mort et ma belle-sœur a été l'annoncer à sa femme qui ne s'en est jamais remise d'ailleurs, le jour même de l'armistice.

Le 17 sera celle de ma réintégration au Quai d'Orsay dans des conditions pittoresques racontées plus loin, qui commença par de nombreuses rencontres. C'est ce que je voulais vous dire aujourd'hui à moins que vous vouliez que nous continuions par la Conférence du Palais Rose, ou plus exactement par le fait que j'ai été chargé tout de suite, dès mon retour, au Secrétariat des Conférences du Pacte de Bruxelles et du Pacte Atlantique.

C. Pozzo Di Borgo : Si vous voulez M. l'ambassadeur nous pouvons en parler la semaine prochaine ?

R. de Margerie : Oui.

Chauvel me conseilla de ne pas passer immédiatement devant la Commission d'épuration et je me débrouillais avec une demi-douzaine de justices intermédiaires, militaires, civiles et autres pendant ce temps-là que M. Egal¹³ avait mis à mes troussees en me reprochant quelque chose que j'étais sensé avoir fait, et à croire que je n'avais jamais eu de poste à Shanghai. D'ailleurs, il a été débouté de toutes parts et cela n'a pas réussi.

M. Vaïsse : Pardon M. l'ambassadeur, vous avez dit M. Egal ?

R. de Margerie : Egal, oui, c'est le père de l'ambassadeur actuel à Berne.

¹³ EGAL (Georges, Sylvain), est un diplomate né le 5 octobre 1923 à Shanghai (Chine) et décédé le 23 février 2010.

M. Vaïsse : Et quelles étaient ses fonctions à ce moment-là?

R. de Margerie : Il était apothicaire à Shanghai et il avait pris la tête du mouvement des Français libres parce qu'il avait fait la guerre de 1914 assez brillamment et, à partir de mon arrivée à Shanghai, ma vie a été infernale entre les Pétainistes d'une part et les Gaullistes de l'autre.

Alors il y a eu une chose assez drôle qui s'est passée au moment de ma réintégration : M. Bidault avait pris fortement parti pour ma réintégration, M. Léon Blum aussi, M. Gilbert qui était chef du Personnel me disait : « *Vous pensez bien que nous ne tenons pas à vous perdre* » et, à ce moment-là, tout ce que je comptais au Quai d'Orsay d'adversaires pour la position que j'avais prise à Londres, s'est trouvée concentrée autour de Aurioux¹⁴ qui était membre de la Commission d'épuration, et de M. Roudard qui était un sénateur membre de la Commission aussi. J'ai comparu finalement devant eux au mois de février et cela s'est passé assez mal, je dois dire entre nous, quand l'un des commissaires (je ne sais plus lequel) ajouta : « *Comment se fait-il qu'étant donné les idées que vous défendez avec le général de Gaulle et les relations que vous aviez avec lui à ce moment-là, que vous avez pu quitter Londres sans même lui rendre visite avant de partir ?* »

Je ne m'en suis pas rendu compte mais ça a été un moment tout à fait crucial parce que j'ai saisi la balle au bond et j'ai dit : « *Mais c'est une erreur !* ». J'ai été voir le Général avant de partir. Le Général ne m'a rien proposé, il m'a parlé de mon poste en Chine comme s'il était tout naturel que j'y allasse et, à la fin, cette conversation a été interrompue par le général Béthouart (je vous ai déjà raconté cet épisode). Alors on est parti comme cela, on s'est séparé ainsi et je n'ai revu le Général que dix-huit ans après. J'ai l'impression que je radote un peu.

M. Vaïsse : Non, pas du tout.

R. de Margerie : Et que je vous répète toujours la même chose ?

Oui, ça a eu une suite assez curieuse. Un jour, un peu plus tard, quand j'ai réintégré le Quai d'Orsay et que je me suis fait une place assez importante, on m'a fait passer une carte. Cette carte était la carte d'une dame qui portait le nom d'un de nos collègues qui a depuis fait une carrière assez brillante. Cette dame est entrée chez moi toute rougissante et m'a dit : « *J'ai toujours pensé qu'il fallait que je m'adresse à vous mais je peux*

¹⁴ Orthographe à vérifier

difficilement le faire étant donné que mon mari a été de ceux qui ont mené campagne contre vous avec la dernière énergie. Vous le savez très bien et je sais que vous le savez. D'un autre côté, vos amis m'ont dit que si l'on pouvait se douter à quel point ce que les gens disaient de moi m'était indifférent, vous n'hésiteriez pas à venir me voir donc... ».
 « Exposez-moi votre cas. »

Son cas était un cas assez ennuyeux. Son mari qui était un brutal et un emporté avait mal réussi dans tous les postes où il avait été, et avait fini par se mettre dans les plus mauvais termes avec Dampierre qui était Ministre (sic) à Oslo à ce moment-là. Dampierre l'avait carrément mis à la porte de son ambassade en disant qu'il ne voulait plus le voir. Alors il était là en carence, ne sachant que devenir. Sa femme se demandait si on ne pouvait pas faire quelque chose pour le tirer de là et elle m'a demandé carrément de le tirer de là. J'ai beaucoup ri, je m'amusais énormément comme vous pouvez bien le penser et j'ai fini par me faire expliquer le cas et lui dire que je lui écrirai. Je me suis fait expliquer le cas, je me suis fait exposer tous les détails de l'affaire, pas de quoi fouetter un chat. J'ai réussi à faire réintégrer le personnage et à lui faire donner une petite légation qui s'est transformée ensuite en une plus grosse où il a fini sa carrière très normalement. Vous avouerez que c'était assez drôle.

Certes, je m'attendais à de grandes difficultés en rentrant en France et c'est en effet celles que j'ai rencontrées. Mais, peu à peu tout de même, grâce à l'amitié de Chauvel et à la protection de M. Bidault à qui je resterai toujours très reconnaissant de ce qu'il a fait pour moi, j'ai réussi à triompher de tous ces obstacles et à arriver finalement là où je suis venu. Ça a été très désagréable pour moi et pour un certain nombre de mes collègues. Quelques-uns d'entre nous, nous nous sommes heurtés à cette commission d'épuration qui ne se réunissait plus que quand des gens arrivaient d'Extrême-Orient et d'ailleurs pour prononcer des ukases définitifs. On s'est arrangé pour que je ne les voie pas trop et les choses ont fini par se tasser. Finalement tout s'est très bien arrangé et deux ans après j'étais directeur Politique. Ce qui était tout de même une façon de reconnaître que j'avais une valeur.

M. Vaisse : Est-ce que vous avez bien connu M. Bidault en tant que ministre des Affaires étrangères ?

R. de Margerie : Très bien parce que je l'ai accompagné dans de nombreuses conférences et me suis trouvé avec lui à La Haye en juillet ou août 1947, je ne sais plus

quand. Il m'a traité très aimablement et j'ai toujours eu affaire à lui, à un homme très intelligent. Il n'avait pas à ce moment-là les habitudes qu'il a prises ensuite et ont fait qu'il a si mal fini. Personnellement, je n'ai eu qu'à m'en louer, absolument.

C'était assez drôle parce qu'une fois, pendant une des conférences de Berlin, je travaillais dans une pièce et dans la pièce voisine Bidault travaillait et, à un certain moment, il a oublié ma présence. Il s'est levé et, à pas de loup, il s'est dirigé vers un coffre-fort dans lequel il y avait des bouteilles de whisky. Alors, il m'a vu subitement, il s'est arrêté net et a rebroussé chemin. Il a lâché ses bouteilles de whisky mais hélas à la fin c'était ennuyeux parce qu'il les trouvait toujours.

Au Secrétariat des Conférences, j'ai fait d'abord une série de missions extraordinaires, missions qui consistaient à savoir qu'elle était l'organisation que les Anglais donnaient au Secrétariat des Conférences pour que nous fassions de même. Ensuite, j'ai été envoyé à Berlin pour m'occuper des archives allemandes avec Dulong qui s'en occupait à ce moment-là pour qu'on les publiât. Une série d'activités de ce genre assez bizarre qui étaient tout à fait décousues ? Cela tenait simplement au fait que le Secrétariat des Conférences s'occupait à ce moment-là de tout ce dont les autres ne voulaient pas s'occuper et que, par conséquent, on mettait les gens sur n'importe quelle question. Ici, une description de Berlin complètement détruit. C'est alors que j'ai fait la connaissance de Mlle de Comminges. Vous vous souvenez de Mlle de Comminges, vous ne l'avez pas connue ?

M. Vaïsse : Non

R. de Margerie : Mlle de Comminges était une femme extrêmement remarquable de soixante ans environ qui mériterait qu'on s'en occupât un peu sérieusement parce qu'elle a fini par mourir dans un état d'abandon extraordinaire. Mlle de Comminges avait une situation exceptionnelle au Quai d'Orsay du fait que tous les jeunes venaient lui demander conseil. C'était un défilé chez elle ininterrompu de gens et cette personne, qui était très française de tempérament, très laide avec un physique à la clouer, avait un ascendant extraordinaire sur les jeunes et prenait sur eux d'une façon inouïe.

C. Pozzo Di Borgo : Et de quoi s'occupait-elle au Quai d'Orsay ?

R. de Margerie : Elle était ma secrétaire, je l'avais prise. Je l'avais tirée du pool général des secrétaires dactylographes où elle travaillait au milieu de vingt jeunes à la tête

folle et elle m'en savait beaucoup de gré de ce qu'elle pouvait travailler dans un bureau tranquille où je l'ai gardée avec moi jusqu'en 1958, et passé à Laloy. Elle s'est retirée peu de temps après et est allée mourir dans un castel du Midi de la France, quelque part, c'est triste.

M. Vaïsse : Pourquoi dites-vous « *On devrait s'en occuper* », M. l'ambassadeur ?

R. de Margerie : On devrait s'en occuper parce qu'elle a occupé une place tout à fait disproportionnée à son importance administrative. Elle n'avait aucune ambition personnelle, elle ne savait pas se débrouiller pour ses propres affaires et c'est pour cela qu'il fallait qu'on s'en occupât, ce que Laloy a fait d'ailleurs et que j'ai fait aussi. L'un après l'autre, nous l'avons tirée de son marasme et de son isolement.

M. Vaïsse : Est-ce que je pourrais vous poser deux petites questions sur le Secrétariat des Conférences ?

R. de Margerie : Posez !

M. Vaïsse : Est-ce que ce Secrétariat des Conférences était destiné à jouer le même rôle que celui qu'avait joué entre les deux guerres le Service Français de la Société des Nations ? Je veux dire non pas vis-à-vis de l'Organisation des Nations-Unies peut-être mais d'une façon générale celui de s'occuper des affaires multilatérales peut-être ?

R. de Margerie : C'est exactement sa fonction. Il avait pour chef Fouques-Duparc qui a été ambassadeur à Rome pendant dix ans de suite. Ensuite, son successeur était un garçon qui s'appelait Broustra (Vincent)¹⁵, un garçon de toute valeur qui travaillait très bien. Tout ce que les autres services ne voulaient pas faire, échouait sur le bureau du Secrétariat des Conférences et tombait entre les mains de son directeur. De telle sorte qu'on était amené à s'occuper de l'Indonésie un jour, le lendemain du Sud-Ouest africain allemand autrefois¹⁶ ... des choses comme ça¹⁷.

Tout ce temps-là, je voyais beaucoup Chauvel qui était Secrétaire général et mon camarade de promotion. Un beau jour il m'a dit : « *Vous partez dans douze heures pour Bruxelles pour négocier un traité* ». De but en blanc, comme ça, sans aucune notion de

¹⁵ Broustra (Vincent), président des commissions interministérielles chargé de la préparation des sessions de l'assemblée générale des Nations-Unies.

¹⁶ Enregistrement interrompu

¹⁷ Enregistrement interrompu

ce que le traité pouvait être et devait être. C'est vrai qu'il m'avait fait, trois semaines ou quatre semaines auparavant, préparer pour M. Bidault un texte de lettres destiné à Cordell Hull, le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, lequel texte de lettres prévoyait la nécessité d'organiser l'Europe de l'Ouest contre les Russes et de se défendre contre les Russes. À cette lettre, Cordell Hull ou le général Marshall, je ne sais plus qui était le secrétaire d'État à ce moment-là, m'avait répondu : « *Commencez par vous organiser vous-même et ensuite nous viendrons vous aider* ». C'était ce traité de Bruxelles.

On est donc parti. Gros (André) qui était juriste au Quai d'Orsay et un esprit extrêmement fin, on l'a juste expédié avec moi. Il était chargé de m'assister et d'assister Hauteclouque (Jean de) qui était ambassadeur à Bruxelles et premier négociateur. En fait, Hauteclouque ne s'occupait de rien. Il menait très bien son ambassade mais avait fort à faire à Bruxelles à ce moment-là, il ne s'occupait que de ça.

La lettre envoyée par Bidault au général Marshall au cours de la quinzaine qui suivit, j'apprends à apprécier grandement la valeur de Gros et à m'entendre avec les délégués des alliés qui était un Anglais, Sir George Rendall, personnage de second plan dont on entendit ensuite plus parler, et surtout Lord Gladwyn qui a été depuis ambassadeur à Paris et commençait sa carrière. Le Belge était Van Mannooy¹⁸ qui fut remplacé par Walter Loridan¹⁹, et le Baron Arinx²⁰ représentait la Hollande. Ils sont sans intérêt entrés dans le détail des discussions et conduisirent à un accord assez rapide puisqu'elles s'achevèrent le 12 mars. Je n'avais eu qu'à me féliciter des conditions de notre travail tant à Bruxelles qu'à Paris. Pour que la liaison fut encore plus étroite, Chauvel prit la peine de venir une fois le 10 mars me transmettre personnellement ses instructions.

En réalité, c'était Couve de Murville qui aurait dû aller là-bas et pas moi. Mais il se posait des questions entre des personnes, entre Hauteclouque et Couve. Hauteclouque était plein ambassadeur, Couve ne l'était pas encore, par conséquent on a préféré choisir un personnage secondaire qu'on ne connaissait pas. J'ai toujours eu l'impression qu'en agissant de la sorte Chauvel avait pensé, à la fois, faire ce qu'il fallait et aussi faire ce qu'il fallait pour empêcher Couve de monter un peu trop au premier plan, ce qui était

¹⁸ Orthographe à vérifier

¹⁹ Walter Marie Joseph Emile Victor Désiré Arthur Armand Louis Loridan (Menin, 22 février 1909 - Bruxelles, 17 avril 1997) est un diplomate belge et un universitaire.

²⁰ Orthographe à vérifier

une de ses préoccupations majeures parce qu'à ce moment-là, il n'envisageait pas encore de quitter le Quai d'Orsay. Le texte du traité franco-anglais de Dunkerque nous a servi de modèle et le 17 mars eut lieu la signature solennelle du traité à Bruxelles.

Le traité prévoyait la création d'un comité militaire qui était à mes yeux la cheville ouvrière parce que c'était la chose la plus importante. On a confié ce secrétariat à un homme qui se nommait le général Ély (Paul) qui a commandé ensuite en chef en Indochine et était un modèle de toutes les vertus militaires et autres. Il était simple, il était direct, il était franc, il était carré et on savait toujours à quoi s'en tenir avec lui, de telle sorte que ça a été un grand succès que le général Ely dans ces fonctions.

La première conférence plénière eut lieu à La Haye le 19 avril. Le retour se fit dans des conditions assez extraordinaires car le gouvernement venait d'être renversé à Paris. Bidault ne doutait pas un instant qu'on ferait de nouveau appel à lui comme ministre des Affaires étrangères et il prenait ça très gaiement. Quand nous sommes revenus en avion, il nous a fait faire tous les Champs-Élysées en avion avec une hauteur mais faible. Nous avons descendu les Champs-Élysées en avion triomphalement jusqu'à Villacoublay où je crois on nous a repêchés. En fait, ce fut Schuman qui succéda à Bidault, avec Bernard Clappier et Jacques de Bourbon-Busset auprès de lui. À ce moment-là se posa la question très délicate qui était celle de la succession de Chauvel, qui avait mis le marché dans la main de Robert Schuman. Il lui avait dit qu'il ne pouvait pas continuer à rester à Paris parce que les traitements y étaient trop médiocres. Le choix de Schuman s'est instinctivement porté sur un homme qui était Parodi²¹.

Parodi jouissait d'un grand prestige à cause de son rôle dans la libération de Paris et de la mort de son frère. Il a accepté tout de suite mais après quoi la bataille a commencé autour de la direction des Affaires politiques, il s'agissait de savoir si on me la donnerait ou si on ne me la donnerait pas. Naturellement Schuman y était favorable ainsi que Clappier et Bourbon-Busset. Parodi penchait-il, avait-il une méfiance instinctive contre tout ce qui venait du Quai d'Orsay étant donné qu'il n'en était pas. Il aurait préféré La Tournelle et c'est finalement La Tournelle qui a été choisi ce qui était d'ailleurs tout naturel car il était plus ancien que moi. Clappier et Bourbon-Busset s'en sont tirés en me proposant le poste de directeur Politique adjoint que j'ai accepté instantanément à leur

²¹ Alexandre Parodi, né le 1er juin 1901 à Paris où il est mort le 15 mars 1979, est un haut fonctionnaire, résistant et homme politique français, compagnon de la Libération. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est un des hauts fonctionnaires qui suscitent et fédèrent la Résistance.

grande surprise car Clappier m'a toujours dit qu'il avait été ahuri de me voir accepter si vite. Or, je me rappelais que ce poste avait été créé en 1912 pour mon père et ça m'intéressait donc beaucoup de suivre la même route que lui. Et je pensais que ça me mènerait fatalement, ce qui a fini par aboutir, à la direction Politique.

Alexandre Parodi ne pouvait naturellement être aussi étroit qu'avec Chauvel, non que l'homme ne fût sympathique, au contraire, il avait une manière plaisante et aisée qui donnait l'illusion de vous trouver immédiatement de plein pied avec lui. Mais il se sentait particulièrement sans défiance vis-à-vis d'un personnel ancien, qu'il ne connaissait pas, où il n'avait en réalité qu'un ou deux fidèles qui étaient La Tournelle et les gens qui tournaient autour de lui.

La même chose a recommencé dix ans plus tard quand il s'est agi de m'envoyer au Conseil d'État où le Général de Gaulle voulait m'envoyer. Parodi, qui présidait le Conseil d'État à ce moment-là, a encore présenté la candidature de La Tournelle et il a échoué. C'est moi qui suis passé. Parodi m'a rappelé à ce moment-là que je lui avais dit un jour au cours de nos tractations antérieures, à propos d'un télégramme qu'on lui proposait : *« Les instructions que ce télégramme contient sont parfaites, claires et raisonnables, il leur manque seulement cette marge d'imprécision qui est nécessaire pour qu'un représentant à l'étranger puisse s'acquitter de sa mission en tenant compte des circonstances locales qu'il est plus en mesure que nous d'apprécier »*. Cela l'avait beaucoup frappé et il avait retenu.

Et si je m'égaré... Le 5 mars 1951 une conférence des suppléants des ministres des Affaires étrangères destinée à établir l'ordre du jour d'une réunion ultérieure à quatre sur le statut et l'avenir de l'Allemagne, commença ses travaux à Paris. Elle se tenait au Palais Rose, cette copie du Grand Trianon élevé par Boni de Castellane²² au temps de sa splendeur. Les États-Unis étaient représentés par une personnalité très distinguée, M. Jessup qui appartenait à cette catégorie d'Américains de grande culture et de savoir qui semble se faire de plus en plus rare. À la tête de la délégation britannique se trouvait M. Davies, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, et Gromyko dirigeait la délégation russe aidé de Pavlov qui était ambassadeur à Paris. Rien de plus monotone que ces séances interrompues par le thé que nous allions prendre dans un salon voisin.

²² Marie Ernest Paul Boniface, comte de Castellane-Novejean, puis marquis de Castellane (1917), dit Boni de Castellane, est un dandy et homme politique français, né le 14 février 1867 et mort le 20 octobre 1932 à Paris.

Un jour, je vis que Parodi en prenant des notes (car il prenait scrupuleusement des notes sur tout ce qu'on lui disait) avait composé quelque chose qui figurait en lignes inégales sur son papier et qui avait l'air d'être autre chose. Ça m'a donné l'idée de faire un poème sur l'homme²³ et j'ai fait celui-ci dont je vous donne lecture sans aucune vanité :

*Quatre comme les fils Aymon
Quatre comme les mousquetaires
Ils disputent un marathon
Où aucun n'accepte de se taire.
Jessup Rabel a la sclérose,
Davies parodie Gromyko
Depuis vingt jours au Palais Rose
Se lancent des traits amicaux.
Le thé joint à Davies morose
Jessup, Gromyko, Parodi
Toujours semblables dans leur pause
À l'inverse de Fregoli.
Comme un effet suit une cause,
Un mot d'esprit²⁴
Parfois échappe à ces trois roses
Gromyko, Parodi, Davies.
Les peuples attentifs aux choses
Frissonnent d'aise dans leur peau
Pourvu qu'éternellement causent
Jessup, Parodi, Gromyko.
Printemps²⁵
Fait tes amis pontificaux
Séduit malgré les vitres closes
Parodi, Jessup et Gromyko.
Montre à Davies tes fleurs, tes branches
Vient alanguir les suppléants,
Printemps vient tirer par la manche
Ces quatre orateurs haletants.
Arrache-leur donc quatre roses
Pour que la paix des justes causes*

²³ Mot inaudible

²⁴ Mot inaudible

²⁵ Mot inaudible

*Surgisse à nos yeux éblouis
Sur trois marches du Palais Rose.*

Cela a amusé Parodi à qui je l'ai donné naturellement et il n'y a pas eu grand chose d'autre.

M. Vaïsse : M. Gromyko faisait déjà partie de la délégation?

R. de Margerie : Parfaitement, en 1951, il y a trente-six ans.

M. Vaïsse : Il bat tous les records de longévité

R. de Margerie : Oui, il a un peu vieilli physiquement, ses traits se sont accentués mais il est toujours le même et toujours aussi rapide, pas qu'il ait une réponse particulièrement rapide quand on lui pose des problèmes. Il s'en tire bien avec des formules toutes faites.

Mais je me rappelle qu'à l'occasion, nous le mettions devant certains problèmes qu'il avait de la peine à résoudre. Un jour par exemple, il a foncé contre Davies à propos de Winston Churchill, il a prononcé une philippique contre Winston Churchill qui a fini en employant le mot de cannibale. Parodi écoutait tout ça sans broncher et moi je bouillais parce que j'avais l'impression qu'il aurait fallu faire quelque chose quand Davies a demandé la parole et on la lui a donnée.

Davies était un sous-secrétaire d'État travailliste, membre du gouvernement. Il a répondu qu'il avait écouté ce que venait de dire M. Gromyko, que la position de M. Churchill était bien connue, que son gouvernement combattait M. Churchill mais que ce n'était pas une raison pour... et ensuite il a déballé tout ce qu'on pouvait déballer sur Gromyko, et Gromyko s'est tenu tranquille après cela pendant quelque temps.

M. Vaïsse : Vous qui connaissez M. Gromyko, à quoi attribuez-vous cette longévité exceptionnelle ?

R. de Margerie : Parce qu'il est un des seuls à avoir l'expérience de l'étranger. Il a assisté à toutes les conférences depuis 1951 et, par conséquent, quand on a besoin de quelqu'un, d'un expert si vous voulez, c'est à lui qu'on s'adresse. Il n'y a personne d'autre qui soit en mesure d'en faire autant au Kremlin à l'heure qu'il est.

Ici, j'ai des conclusions personnelles auxquelles j'aboutis à la fin de la conférence du Palais Rose que je vous lirai et que j'ai développées dans une note destinée à M. Schuman. À ce moment-là, ont débuté mes relations avec Adenauer que je ne connaissais pas bien que j'eusse passé, disons, en Allemagne auparavant parce qu'il ne connaît jamais²⁶. Adenauer était un provincial, un homme de Cologne, il ne quittait jamais les abords de Cologne, il ne venait jamais à Berlin, de telle sorte qu'on ne le connaissait pas. Alors, j'ai fait sa connaissance et comme je parle assez bien l'allemand cela a été très rapide, nous nous sommes vite assez liés.

M. Vaïsse : Il n'y avait pas de délégués allemands à cette conférence ?

R. de Margerie : Non, c'était avant l'époque où le gouvernement allemand d'Adenauer devait se constituer. La conférence naturellement n'a abouti à rien mais elle a abouti à rétrécir un ordre du jour qui devait bien comporter cent ou cent vingt mots aux quatre mots suivants : situation de l'Allemagne. Ça a été le fruit de quatre mois d'efforts.

Le lendemain matin m'étant réveillé assez tôt, j'en profite pour aller me promener aux abords de l'hôtel sur le terrain de golf. Un joueur solitaire s'y trouvait que je reconnais par un Américain au naturel. On s'explique, je lui explique que je suis auprès d'Adenauer et il me fait cadeau d'une balle de golf en souvenir. Des considérations sur Churchill qui n'ont d'intérêt que pour moi...

M. Vaïsse : Au point de vue du contenu politique de la conférence, est-ce que²⁷

R. de Margerie : Zéro. Comme toutes ces conférences ! Elles aboutissaient au même zéro que jusqu'en 1951, sauf les conférences de Genève de 1955 et 1956 qui, elles, ont abouti en ce qui concerne l'Indochine et son évacuation parce que Mendès France a remplacé Bidault pendant qu'il était ministre aux Affaires étrangères et que Mendès France a pris en main les choses et les a fait avancer.

M. Vaïsse : Vous avez évoqué tout à l'heure le problème des relations spéciales entre le Foreign Office et le Département d'État. Du côté du Quai d'Orsay, sauf cette réaction que vous avez signalée et qui de toute évidence est importante, ce télégramme que vous avez vous-même rédigé, est-ce qu'il y a eu le sentiment que ces relations spéciales anglo-américaines étaient constantes et laissaient la France de côté ?

²⁶ Mot inaudible

²⁷ Phrase interrompue

R. de Margerie : Oui, à ce moment-là on avait ce sentiment peut-être plus qu'aujourd'hui bien que, en fait, ce soit resté la même chose et que la diplomatie anglaise ait avec la diplomatie américaine des relations assez étroites. Mais à ce moment-là, c'était officiel en quelque sorte et Mrs Flatcher n'avait pas encore éprouvé le besoin de marquer une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis comme elle l'a fait depuis.

M. Vaïsse : Et du côté de M. Georges Bidault, est-ce qu'il y avait une attitude favorable à la Grande-Bretagne, favorable à priori ? Ou est-ce qu'il y avait une certaine tendance à l'anglophobie dont il est question dans certains ouvrages ?

R. de Margerie : L'anglophobie c'est excessif mais certainement il tenait à marquer son indépendance vis-à-vis de la diplomatie anglaise et il l'a marquée à toute occasion. Mais dans les conférences cela disparaissait parce qu'il s'agissait de montrer un front uni devant les Russes, et ce front uni on ne pouvait le marquer qu'à condition qu'on ne laisse rien voir des différences qu'il pouvait y avoir entre nous, les uns et les autres.

En 1953, Schuman s'est retiré et on lui a fait cadeau à l'occasion de son départ d'une lettre de Sainte Jeanne de Chantal. Je me rappelle que j'ai dû un peu éclairer M. Parodi sur Sainte Jeanne de Chantal, il n'avait que des notions plutôt vagues en ce qui la concernait.

Quand M. François Poncet fut élu membre de l'Académie Française et cela me rappelle un mot de lui qui a fait le tour du Quai d'Orsay à ce moment-là, il me téléphonait et je lui ai demandé : « *Où en êtes-vous de votre discours sur le Maréchal Pétain ?* », il m'a dit : « *Je viens de gagner la bataille de Verdun, c'est le plus facile* ».

Là, il y a des considérations sur les Russes qui sont très impliquées et confuses et...²⁸
Les papiers que j'ai envie de vous remettre et que vous me rendrez, sont des notes faites aux Russes.

M. Vaïsse : Oui M. l'ambassadeur.

R. de Margerie : Voilà les deux conférences de Genève de 1952, attendez, non la conférence je l'ai remise. De 1954, à la conférence de Berlin de 1954, on est arrivé à se réunir à Berlin.

²⁸ Phrase inachevée

Mon neveu Christian de Margerie et mon fils faisaient partie de notre délégation ce qui amena les Russes à me demander ce que ça signifiait. J'ai répondu que ça n'avait aucune signification, que chez eux tout le monde s'appelait Petrov et que chez nous tout le monde s'appelait Margerie.

M. Vaïsse : Vous étiez toujours directeur politique en exercice ?

R. de Margerie : Toujours.

Sauvagnargues, Seydoux et tout ce monde travaillaient à l'envie, à lécher, pourlécher pour Bidault un discours auquel je mettais la dernière main. Bidault le lisait sans en changer un mot de telle sorte que nous avions fini par faire taper ses discours en plusieurs exemplaires et en caractères de grandeurs différentes pour qu'il mette l'accent sur les mots que nous voulions. Alors, il mettait l'accent sur les mots que nous voulions sans se tromper.

M. Vaïsse : Est-ce que vous pouvez nous rappeler le contenu de cette conférence, le thème et les problèmes qui y ont été abordés ?

R. de Margerie : Les problèmes qui ont été abordés, c'était le problème allemand et toujours la question de savoir si on irait plus loin dans la résolution du problème allemand qu'on l'avait fait au moment du traité de paix ou de l'armistice et qu'on n'avancait pas, qu'on continuait à ne pas avancer, c'était régulier...

M. Vaïsse : Vous évoquiez le problème du discours et c'est extrêmement intéressant parce que Georges Bidault est un ancien journaliste par conséquent quelqu'un habitué à écrire et éventuellement à reprendre des textes. Comment se fait-il que cet homme ait changé au cours de sa vie et qu'il en soit venu à lire exactement les lignes dactylographiées ?

R. de Margerie : Qu'est-ce que vous voulez ?! Il était déjà un alcoolique invétéré et il ne pouvait pas faire un effort personnel, il se contentait de ce que ses collaborateurs lui apportaient, c'est la raison. À cette époque, il cherchait à se procurer de l'alcool par tous les moyens. C'est la raison pour laquelle il n'a pas pu répondre à beaucoup de vos questions aussi et quand vous avez été chez lui, il s'est montré très vague parce qu'il ne se rappelle rien de tout cela, rien. Et comme il ne prenait pas de notes...

M. Vaïsse : Oui, Mme Suzanne Bidault se rappelait beaucoup mieux.

R. de Margerie : Mais naturellement, Georges Bidault était la seule personne qui arriva à tirer quelque chose de lui à ce moment-là. Nous, on ne tirait plus rien de lui alors nous avons pris le parti de lui mâcher la besogne et de lui soumettre les choses qu'il lisait toutes faites, la conscience tranquille parce qu'il savait que nous étions tous peu favorables aux Russes et que nous ne cédions pas, à ce moment-là.

Aujourd'hui à aller chez Lord²⁹ qui fournit comme notre famille Fenouillard des citations appropriées à toutes les circonstances. À propos des dernières propositions de Molotov, il nous a rappelé le fameux³⁰. À ce moment-là, la voix métallique de Bidault mord le silence, les Russes toujours soucieux de se montrer à la page surchauffent et réfrigèrent alternativement la salle, ce qui multiplie les occasions froid.

J'ai réveillé Bidault en lui parlant champignons. Il collectionnait les champignons et les ouvrages sur les champignons et partout où il passait, on les glanait. Je me souviens qu'à Berlin, une vieille amie à moi qui s'appelait³¹ et qui avait une librairie lui a procuré une quantité d'ouvrages sur les champignons.

Sur un autre feuillet que m'avait fait passer M. Bidault, j'avais noté une excellente phrase de lui : « *La coexistence qui n'est autre que la tolérance résignée des défauts d'autrui* ». J'avais ajouté pour lui ce commentaire : « *C'est une remarquable définition de la vie conjugale* » à quoi il ajouta, « *La formule est de moi mais je ne l'aurais pas dit sur ce sujet* ».

Molotov riposte toujours en répétant exactement les mêmes choses, dans les mêmes termes, sans se soucier de la répétition. Et nous arrivons au deux conférences de Genève de 1955, cette conférence pour laquelle nous sommes partis et où cette photographie a été prise.

M. Vaïsse : Sur ces conférences, est-ce que vous pouvez nous dire, en un mot, en quoi consistait votre rôle en tant que directeur politique ? Il y a quelque chose qui m'a beaucoup frappé. J'ai participé l'an dernier à un colloque franco-britannique où il y avait, parmi les assistants, l'ancien ambassadeur britannique à Paris qui m'a expliqué que lorsque la Grande Bretagne est entrée dans le Marché Commun, le Foreign Office a créé le poste de directeur politique et il a été le premier à l'assumer, un peu sur l'imitation de

²⁹ Mot inaudible

³⁰ Mot inaudible

³¹ Mot inaudible

ce qu'avait fait le Quai d'Orsay du poste de directeur politique. Au fond, vous l'avez été pendant une période longue et importante, est-ce que vous pouvez nous dire en quoi ?

R. de Margerie : Consistait le rôle ?

Mon rôle là-bas, j'étais directeur politique adjoint, je ne suis devenu directeur politique qu'en 1956. Mon rôle consistait essentiellement à me tenir au courant des programmes des conférences et à préparer les gens à ce qu'ils allaient avoir à affronter. C'est ainsi que de nombreuses notes ont été envoyées à M. Schuman sur le sujet et ensuite à M. Bidault. M. Bidault avait auprès de lui Clappier et Bourbon-Busset qui étaient tous les deux des intelligences hors ligne mais qui n'écrivaient pas, ils n'aimaient pas écrire. Ils se fiaient à nous pour le fait d'écrire. Parodi n'écrivait pas non plus et La Tournelle pas davantage. Alors c'est sur moi que retombait le fait de toute la préparation écrite des conférences. On partait avec les dossiers nombreux et c'est là que j'ai été merveilleusement secondé par Laloy, par Sauvagnargues et par tous ces gens qui travaillaient avec moi et préparaient sur les différents sujets à l'ordre du jour des notes extrêmement précises, auxquelles on avait qu'à se référer et à emprunter si on voulait riposter à Molotov. C'est en cela que consistait, à ce moment-là, le rôle du directeur politique adjoint qui, je crois, aujourd'hui n'existe plus.

C. Pozzo Di Borgo : Il existe ce poste.

R. de Margerie : Il existe encore mais ça ne se compare pas parce que c'est dans le cadre d'une organisation pré-existante qu'il travaille. Tandis que moi, franchement, je travaillais sans cadre, il fallait que je me débrouille par mes propres moyens.

C. Pozzo Di Borgo : Vous n'étiez pas responsable des différentes directions géographiques ?

R. de Margerie : Non, pas du tout. Cela avait été précisé par les directeurs géographiques au moment où j'avais été nommé. Ils avaient tous demandé à être en rapport avec le directeur politique, sans être pour cela en rapport avec moi parce qu'on se méfiait encore beaucoup de moi à ce moment-là. Parodi leur avait naturellement donné satisfaction et, de ce fait, les directeurs géographiques dépendaient du directeur politique, lequel ne quittant jamais Paris était toujours sur place pour répondre à leurs questions.

M. Vaïsse : Mais alors quelle était l'articulation avec le cabinet ? Vous avez justement et je vous en remercie, parlé et évoqué le cas de Clappier et de Bourbon-Busset mais au fond, j'ai un peu l'impression que si on fait l'analogie avec ce qui se passe maintenant, vous aviez le rôle d'un haut fonctionnaire à l'intérieur du Quai d'Orsay qui était plus branché sur le ministre directement que ça ne l'est à l'heure actuelle. C'est-à-dire que vous faisiez en quelque sorte partie d'un cabinet élargi ?

R. de Margerie : On peut dire ça en effet parce que je communiquais directement avec eux par mes notes dont j'envoyais toujours le premier exemplaire à Parodi. Mais il est certain que progressivement et par le fait des circonstances, j'ai été amené à jouer un rôle plus considérable que je ne le pensais d'abord. Les papiers que j'envoyais, servaient au cabinet à préparer leur propre doctrine beaucoup plus que ce qui venait de chez Parodi ou de La Tournelle qui pratiquement n'aboutissaient à rien.

La conférence à quatre commença le 16 juillet 1955. La délégation française est installée à quelques kilomètres de la ville, à Versoix. En principe, je ne m'occupais pas de la presse mais je sais que certains correspondants français et étrangers que je voyais souvent à Paris, ne se contenteraient pas des porte-paroles officiels et viendraient me relancer. Par contre j'avais à renseigner les observateurs étrangers, en particulier ceux des pays membres du Pacte Atlantique mais ne siégeant pas à la conférence. Cela était tâche aisée car je les connaissais tous personnellement, notamment³² qui représente l'Allemagne. Quant au Canada, il avait délégué son agent permanent auprès des Nations-Unies qui n'est autre qu'un de mes cousins germains.

Faure, à cette conférence qui était sa première conférence internationale, tenait à aboutir. Il ne savait pas encore que les conférences n'aboutissent jamais à rien et il tenait à aboutir. Il a alors développé tout un plan digne d'un président de République sud-américaine dont le premier, sur l'Allemagne, est assez convenable d'autant plus que sur ce terrain il revient de loin. Il m'a semblé que ce qu'il disait tombait à plat et qu'il le sentait.

On passe aujourd'hui dans les affres finales de la conférence puisqu'elle doit s'achever après-demain soir. Il est temps car je suis épuisé et alors j'ai eu une petite altercation avec Edgard Faure parce qu'à ce moment-là, je lui ai proposé innocemment, comme

³² Mot inaudible

toujours dans les conférences, de préparer le communiqué final avec les Anglais. Il est entré dans une vive colère et m'a expliqué que sa conférence allait aboutir à des résultats et que, par conséquent, il était tout à fait inutile que je m'en occupe, que je m'en occuperais quand le moment viendrait.

Le lendemain, il a eu une altercation à son tour avec Sauvagnargues qui n'est pas commode, il a eu des difficultés avec lui.

Petit déjeuner de réconciliation chez Edgard Faure en vue de rétablir au sein de la délégation l'harmonie légitimement troublée par sa muflerie. L'ornement qui n'est d'entrain ni de drôlerie mais ses³³ () sont un peu épaisses. J'étais à côté de lui, il a saisi l'occasion de reconnaître d'assez bonne grâce qu'il fallait être dans le bain pour comprendre le fonctionnement d'une conférence internationale et jouer le jeu si on veut tenir sa place dans ces manifestations d'un genre assez particulier (celles de Genève).

Il y en a eu deux en 1956. Le 27 octobre, début de la énième conférence de Genève, la délégation française a fini par arriver à 1h du matin. Or, c'était Pinay qui était Premier ministre à ce moment-là ou ministre des Affaires étrangères, je ne sais plus très bien quoi, mais il devait être Premier ministre oui. Pinay se livre en lisant notre texte à des liaisons extraordinairement dangereuses mais il fait reconnaître les faits d'une façon générale de grands progrès dans la lecture de nos discours. Il serait le tout premier à n'en pas revendiquer la paternité.

Il y a eu un incident assez drôle. Nous avons dîné chez les Russes. C'est sinistre ces dîners d'abord parce qu'on doit se servir d'interprètes et ensuite parce que c'est lamentable ce genre de fête. J'étais à côté de Gromyko quand soudain Pinay qui ne peut souffrir les Russes, prend la parole au milieu d'un silence. Je reproduis les propos consécutifs :

« *Je suis bien embarrassé, voilà que M.³⁴ est à Moscou depuis trois ans et est obligé de quitter son poste pour des raisons personnelles. Il y a tant de candidats à sa succession que je ne sais véritablement qui choisir* ». Les Russes, flattés, sourient agréablement. M. Pinay me montrant du doigt : « *Et au premier rang de ces candidats, il y a M. de Margerie* ». Stupeur des Soviétiques pour qui je suis un anathème pour avoir été du côté

³³ Mot inaudible

³⁴ Nom inaudible

français l'un des négociateurs du Pacte Atlantique. Moi, entrant dans le jeu de M. Pinay : « *Mais je crois bien que ça serait l'honneur de ma vie que d'être nommé ambassadeur à Moscou* ». M. Pinay, oubliant complètement où il se trouve, dit à haute et intelligible voix : « *Et bien je voudrais bien voir la tête que vous feriez si je vous y envoyais.* » Je n'ai eu que le temps de saisir le bras de l'interprète qui a compris qu'il fallait improviser une traduction fantaisiste.

Je me suis fait pendant cette conférence quelques ennemis de plus. Du côté russe, on me tient pour le dur à cuire dans notre délégation et on ne se fait point faute de s'en plaindre auprès de nos correspondants de presse à qui ces Messieurs de Moscou font volontiers leurs confidences. J'étais notamment persécuté par un journaliste de L'Humanité qui s'appelait Touleman et à qui j'ai fini par dire : « *Mais tout le monde ne peut pas s'appeler Margerie* ».

Tout le monde pense que le gouvernement en a pour huit jours au plus. M. Pinay est ravi, il n'est jamais si heureux que quand il démissionne.

À mon retour à Paris, j'ai eu affaire à un ambassadeur étranger dont je ne citerai pas le nom qui est venu se plaindre à moi de ce que nous avions fouillé sa valise diplomatique. Alors je lui dis : « *Vous n'y songez pas, M. l'ambassadeur, nous ne faisons pas des choses pareilles bien entendu* » et j'ai su ensuite que le même homme avait contracté des dettes de jeu si considérables au Casino d'Enghien-les-Bains qu'il était venu demander à Massigli si le gouvernement français ne pourrait pas le dépanner. Massigli lui a répondu au bout de quatre ou cinq jours naturellement : « *Il n'en est pas question, ce n'est pas possible* » et alors cet homme a répondu, cet homme qui était un ambassadeur éminent de son pays, a répondu : « *Je sais bien, je le savais d'avance mais que voulez-vous on peut toujours essayer.* »

Nous arrivons au Gouvernement Mendès France. Le Gouvernement Laniel-Bidault fut renversé le 13 juin 1954, M. Mendès France a pu informer le nouveau cabinet. Désireux de se mettre au courant du dernier état des conversations de Genève, le nouveau Président du Conseil pria Chauvel de venir à Paris mais celui-ci, devenu chef de notre délégation, me délégua. Je vis donc M. Mendès France le mardi 15 juin à 15h du soir et je lui remis un mémorandum reproduit un peu plus loin que nous avions préparé mes collaborateurs et moi. J'ajoutais de vive voix des indications des diverses conversations qui s'étaient engagées dans les conditions du plus grand secret avec les Chinois et les

représentants du Vietminh³⁵. Conversations qui autorisaient quelques espoirs d'aboutir à un cessez-le-feu.

Il est certain que pendant ces conférences que je viens d'écrire, nous avons vu la délégation russe s'éloigner progressivement de la délégation chinoise et nous en avons fait la remarque aux Anglais qui l'ont reproduit dans leurs documents. Quelque chose ne marchait plus et bien que les russes comptassent toujours sur les Chinois pour les aider en cas de guerre, ils ne leur fournissaient plus d'armement et c'était très visible.

Le Président du Conseil désigné me posa de nombreuses questions et me donna l'impression de connaître déjà fort bien le dossier indochinois. J'eus l'impression d'avoir devant moi un homme de décision qui savait ce qu'il voulait et qui allait prendre en main, lui-même, les négociations aussitôt après que son cabinet aurait obtenu la confiance du Parlement. Il me convoqua pour le lendemain matin et ne fit d'ailleurs que me répéter ce qu'il me dit la veille : « *Ne retournez pas à Genève.* » Voilà le texte du mémorandum.

Immédiatement après, nous nous sommes rendus, non immédiatement avant nous nous sommes rendus à Montréal avec Robert Schuman et, là, il s'est passé quelque chose, un épisode assez intéressant dont je vais vous donner lecture.

Les Américains et les Anglais étaient dès ce moment-là, des partisans du réarmement de l'Allemagne. Ils voulaient faire rentrer l'Allemagne dans le Pacte de l'Atlantique et ils voulaient qu'ils eussent des droits égaux aux autres.

Maintenant, nous autres, nous étions dans une situation très difficile parce qu'en 1951, il n'y avait guère que sept ans que la guerre était terminée et que nous étions en butte à une campagne violente de la presse communiste qui se déchaînait contre nous et contre M. Robert Schuman. Contre moi en particulier à propos de ce réarmement allemand. Alors Schuman a jugé bon de rectifier et d'exposer notre position. J'ai conservé les notes

³⁵ Le Viêt Minh (également orthographié Viet-Minh, Viêt-Minh ou Vietminh, en français Ligue pour l'indépendance du Viêt Nam ou Front pour l'indépendance du Viêt Nam) était une organisation politique et paramilitaire vietnamienne, créée en 1941 par le Parti communiste vietnamien. Le Viêt Minh se présentait comme un front commun regroupant des nationalistes de toutes obédiences, et visant à lutter pour l'unité et l'indépendance du Viêt Nam, alors sous contrôle français et composé de deux protectorats (le Tonkin au nord, l'Annam au centre) et d'une colonie (la Cochinchine au sud). En pratique, la direction du Viêt Minh fut toujours nettement dominée par les communistes, dont le principal dirigeant était Hồ Chi Minh. L'Armée populaire vietnamienne a été créée par Võ Nguyên Giáp en tant que branche armée du Viêt Minh. La ligue fut officiellement rebaptisée en 1951, mais le nom de Viêt Minh demeura d'usage jusqu'à la fin de la guerre d'Indochine pour désigner les indépendantistes et leurs forces armées.

à l'aide desquelles il avait préparé son exposé (sans doute à son habitude entre 5 et 7h du matin). Elles ne comptent pas moins de six grandes pages et témoignent du sérieux de la réflexion qu'il apportait à composer ses interventions. D'après ses brouillons, on peut ainsi reconstituer ses déclarations dont je ne suppose pas qu'il subsiste aucune trace dans les archives du Quai d'Orsay. C'est Schuman qui parle :

« Dans ces débats nous sentons peser sur nous et sur nos gouvernements le poids de nos responsabilités de même que nous sommes guidés par le sentiment de notre solidarité. Nous nous sentons donc plein de gratitude envers ceux qui nous ont aidés et qui continuent à le faire et nous constatons que nous sommes tous d'accord sur les buts à atteindre : augmenter notre force commune dans l'intérêt de notre sécurité et de la paix. Chacun de nous connaît ces difficultés particulières et l'amitié qui nous lie comporte un devoir de franchise.

Nous nous trouvons devant la proposition suivante : demander au gouvernement allemand de lever des troupes, de former et d'entretenir des unités militaires encadrées par des officiers et des généraux allemands sous un État-major atlantique dans lequel l'Allemagne sera représentée. C'est là une chose très différente du corps de volontaires que le chancelier avait lui-même envisagé à un certain moment.

Il faut bien nous rendre compte que si nous sommes demandeurs, si nous nous précipitons pour accepter cette idée, les³⁶ de rédaction n'y changeront rien. Ne faudra-t-il pas modifier le texte du Pacte Atlantique ? Nous serons acculés à la fois par la logique et par les exigences allemandes et ça nécessiterait un vote de nos parlements. »

C'est d'ailleurs ce qui est arrivé. M. Schuman faisait preuve, dans l'espèce, de beaucoup de clarté d'esprit et de vue.

« Nous n'avons pas le droit de négliger les obstacles psychologiques, ils reposent sur des réalités et pas seulement sur les ressentiments. M. Lanvin et M. Beck les ont exposés. Une préparation est nécessaire dans les esprits pour faire accepter une telle idée. Une décision de principe annoncée dès maintenant alors que de longs degrés d'exécution seront nécessaires, constitueraient un fait

³⁶ Mot inaudible

accompli. Les répercussions seraient considérables sur les populations de l'Est qui se sentiraient menacées. On voit aussi le parti que pourrait en tirer la propagande soviétique.

Une action préventive de l'URSS serait possible par suite de notre décision et cela avant que nous ayons acquis une force défensive réelle. Ce qui pourrait déclencher une réaction, ce n'est pas l'idée que l'on discute désormais mais une décision de notre part.

Par contre l'augmentation des forces allemandes de police ne saurait heurter quiconque car elle se borne à riposter à ce qui se passe de l'autre côté de l'Elbe.

Il faut aussi songer aux répercussions qu'aurait notre décision dans l'Allemagne de l'Ouest elle-même, je ne mets pas en doute la bonne foi de ses dirigeants mais il ne faut pas oublier ce qui est arrivé à la République de Weimar. Moi-même je pense que nos pourparlers avec les Allemands seront plus difficiles à partir du moment où ils auront l'impression que nous avons besoin d'eux.

Dénazification égale démilitarisation, il faut désintoxiquer cette jeunesse et éliminer l'esprit militariste, cette convalescence n'est pas encore achevée. Après un refoulement passager, le goût des choses militaires réapparaîtrait. Tout l'esprit politique se trouverait faussé, on assisterait à un refroidissement dans toutes les négociations sous prétexte de relever le moral et de préserver l'Allemagne du neutralisme. »

C'est assez drôle à relire aujourd'hui. « *Les chances de conclure un traité de paix en seraient compromises.* »

Ici un passage dont la logique m'échappe, ainsi conçu : « *L'aspect de notre propre force, de notre volonté de force Napoléon a abdiqué* ». Je n'ai jamais pu retrouver ce que ça voulait dire.

« Côté question d'évolution par étape, mon gouvernement n'oppose pas un refus définitif à tout jamais mais peut-on dans l'état actuel des choses s'associer à une décision positive et définitive tant que deux conditions ne sont pas remplies :

1) Intégrer les forces allemandes dans l'armée atlantique : il faut que celles-ci existent autrement que sur le papier, que ces unités allemandes soient solidement encadrées dans un ensemble préexistant.

2) Les effectifs ne sont pas tout, l'affaire de Corée est là pour le prouver. L'armement est ce qui fait défaut le plus, un plan de trois ans est nécessaire à notre propre armement et l'Allemagne n'y ajoutera rien.

Un pool de nos ressources communes est nécessaire à cet effet où nous pourrions partager avec l'Allemagne qui aura créé ses divisions dans deux ans. Pourrions-nous résister à une demande allemande, etc. ?

Comme cela veut dire qu'aucune contribution doit être mise à la charge de l'Allemagne, il y a à parier que le problème de la sécurité intérieure, d'émeutes et d'une guerre civile possible d'un coup de Prague, l'Allemagne est là pour y veiller sans rendre possible la reconstitution d'une armée de métier et tout en déchargeant d'autant de leur part les armées d'occupation.

L'Allemagne peut fabriquer des produits indispensables à notre armement. Pourquoi ne pas prévoir la création de compagnies du travail ou simplement l'exécution de travaux d'ordre défensif en territoire allemand ? Je ne m'oppose à aucune étude ni à aucune conversation et en conclusion : toute décision serait prématurée, plus encore l'annonce d'une décision. Nous n'avons pas de temps à perdre pour accomplir notre propre effort, l'Allemagne pourra nous rejoindre quand nous serons sûrs que sa coopération ne risque plus de compromettre notre position plutôt que de la consolider. »

Tel fut squelettiquement reconstitué l'exposé de M. Robert Schuman. C'était le plaidoyer d'un Lorrain qui connaissait l'état d'esprit de nos provinces de l'Est et d'un ministre qui prévoyait les réactions de notre Assemblée parlementaire. Je ne me charge pas de dire quel était le fond de sa pensée, il avait assez d'avenir dans l'esprit pour prévenir les conséquences inéluctables de certaines résolutions et il savait qu'une grande partie de l'opinion française n'était pas mûre pour l'accepter. C'était l'époque de la poussée du rassemblement populaire. À ce moment-là, M. Schuman est renversé.

M. Vaïsse : M. l'ambassadeur, à quel moment se passe cette conférence de Montréal ?

R. de Margerie : Je vais vous le dire si vous me laissez une minute... (un petit temps s'écoule). Septembre 1950.

M. Vaïsse : C'est-à-dire qu'on se trouve exactement en plein moment du rapprochement franco-allemand sur le plan économique puisqu'en mai 1950, le 9 mai 1950, il y a eu le lancement de la CECA par Robert Schuman dans le Salon de l'horloge. Par conséquent ce qui est intéressant c'est de voir que, autant Robert Schuman pouvait selon un certain nombre d'influences aller de l'avant vers la coopération franco-allemande sur le plan industriel ou économique, autant sur le plan du réarmement de l'Allemagne il était réticent.

R. de Margerie : Ah oui ! Il était réticent non qu'il le considérât comme évitable, il le considérait comme inéluctable mais il considérait que, sur le moment et dans l'instant présent, le Parlement y serait hostile et que, par conséquent, on ferait tout capoter et qu'il fallait gagner du temps alors que les Anglais et les Américains étaient extrêmement pressés.

M. Vaïsse : À cause de la guerre de Corée ?

R. de Margerie : À cause de la guerre de Corée probablement, oui.

Fin de l'entretien